



ASSEMBLÉE NATIONALE

QUATRIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 236
(Privé)

Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles

Présentation

Présenté par
M. Herbert Marx
Député de D'Arcy McGee



Éditeur officiel du Québec
1984

Projet de loi 236

(Privé)

Loi concernant certains lots du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles

ATTENDU que 90059 Canada Inc. a acquis les lots 90-959 à 90-967, 90-partie 976, 90-partie 986, 92-1174, 92-1176, 92-1200 et 92-partie 1198 du cadastre officiel de la paroisse de Pointe-aux-Trembles par acte de vente passé le 21 mars 1979 et enregistré à Montréal sous le numéro 2953095;

Que 90059 Canada Inc. a changé son nom pour celui de Cartonnerie Mississauga Limitée — Mississauga Linerboard Limited, laquelle a vendu ces lots à Domtar Inc. par acte passé devant Gilles Pharand, notaire, le 6 août 1980, et enregistré à Montréal sous le numéro 3105635;

Que les lots 90-959 à 90-966 ont été vendus à une vente pour taxes par la ville de Montréal-Est le 18 décembre 1935, contre la Compagnie Immobilière de Montréal-Est Limitée, sans que cette vente ait lieu conformément aux termes de la Loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'Île de Montréal (1921, chapitre 140, amendée par 1932, chapitre 129), quant à sa date;

Que les lots 90-967, 90-976, 90-986, 92-1174, 92-1176 et 92-1198 sont montrés comme rues ou ruelles au plan de subdivision déposé le 19 février 1910;

Qu'il est en fait impossible d'obtenir une renonciation volontaire au droit de passage sur ces rues et ruelles par les propriétaires de tous les autres lots montrés sur ce plan;

Que par acte d'échange daté du 10 mai 1930 et enregistré sous le numéro 247807, la ville de Montréal-Est a cédé les lots 92-1174 et 92-partie 1198, soit des ruelles;

Qu'une municipalité ne pouvait changer une rue sans règlement, Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1925, chapitre 102), ou sans l'approbation de la Commission métropolitaine de Montréal (1928, chapitre 120);

Que, à l'acte enregistré sous le numéro 247807, il n'apparaît pas que la Commission ait donné son approbation, ni que la ville ait agi par règlement;

Que le seul règlement passé par la ville en rapport avec la fermeture des ruelles, lots 92-1174 et 92-partie 1198, est le règlement 288, daté du 6 août 1956, auquel est annexée une approbation de la Commission métropolitaine de Montréal datée du 29 août 1956;

Qu'il y a un doute quant à l'effet rétroactif de ce règlement 288 et de l'approbation de la Commission datée du 29 août 1956;

Que, par acte daté du 21 janvier 1958, et enregistré sous le numéro 1318971, la ville de Montréal-Est a vendu les lots 92-partie 1176 et 92-partie 1200, soit des ruelles, la déclarant agir par le règlement 288 du 6 août 1956, approuvé par la Commission métropolitaine de Montréal le 8 janvier 1958;

Que le règlement 288 ne contient pas de désignation de lots 92-partie 1176 et 92-partie 1200;

Que la propriétaire actuelle, en tant que successeur en titre des propriétaires originaires, est la seule à avoir un intérêt dans les lots et parties de terrain dont le titre pourrait être douteux;

Qu'il y a lieu de faire confirmer le droit de propriété de la propriétaire sur ces lots et parcelles;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. Par l'acte de vente enregistré le 2 mars 1979 au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 2953095, 90059 Canada Inc., maintenant Cartonnerie Mississauga Limitée, est devenue propriétaire inconditionnelle des lots 90-959 à 90-967, 92-1174, 92-1176 et 92-1200 et partie des lots 90-976 et 90-986 et partie du lot 92-1198 du cadastre officiel de la paroisse Pointe-aux-Trembles décrits à l'acte.

2. Aucune irrégularité ou illégalité commise à l'occasion de la vente pour taxes le 18 décembre 1935 des lots 90-959 à 90-966 du cadastre officiel de la paroisse Pointe-aux-Trembles ne peut être opposée à l'acte de vente visé à l'article 1.

3. Le droit de passage créé sur les lots 90-967, 90-976, 90-986, 92-1174, 92-1176 et 92-1198 par le dépôt du plan de subdivision le 19 février 1910 est éteint.

4. Ni l'absence de règlement de fermeture des ruelles, soit des lots 92-1198, 92-1176 et 92-1200, ni l'absence d'approbation de la Commission métropolitaine de Montréal à l'acte d'échange du 10 mai 1930, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 247807, et à l'acte de vente du 21 janvier 1958, enregistré à ce bureau sous le numéro 1318971, ne peuvent être opposées à l'acte de vente visé à l'article 1.

5. S'il est quelque personne physique ou morale ou société qui, sans les articles 1 à 4, aurait pu réclamer en justice quelque droit réel sur la totalité ou quelque partie des immeubles visés dans ces articles, sa réclamation est convertie en une réclamation personnelle contre Cartonnerie Mississauga Limitée pour un montant égal à la valeur de tel droit réel calculée à la date de la sanction de la présente loi.

6. Toute telle réclamation sera prescrite le même jour que l'aurait été la réclamation du droit réel dont elle tient lieu si elle n'avait pas été ainsi convertie; le montant de cette réclamation non plus que la réclamation elle-même ne constituera un droit réel ou une charge sur ces lots ou l'une quelconque de leurs parties, le tout sans préjudice aux recours en garantie du propriétaire actuel ou de ses ayants droit contre toute personne physique ou morale ou société pouvant être tenue au paiement d'une telle réclamation.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.